

Jean Christophe Le Duigou dans l'Humanité

« C'est tout le modèle de croissance qu'il faut remettre en question »

mardi, 30 septembre 2008

Face à la crise financière, Jean-Christophe Le Duigou, économiste et dirigeant de la CGT, met en garde contre les illusions du discours éthique et d'une simple réglementation. Il plaide pour une valorisation du travail par les salaires et fait trois propositions pour dynamiser l'économie réelle. Un article d'Yves Housson paru dans l'Humanité le 29 septembre 2008

À en croire Nicolas Sarkozy, la crise financière actuelle ne serait pas celle du capitalisme, elle trouverait son origine dans un défaut de régulation du système. Quelle analyse en faites-vous ?

Jean-Christophe Le Duigou. J'ai un désaccord de fond avec le diagnostic posé par le président de la République. Il ne s'agit pas simplement d'un dérapage du système, qu'il faudrait compenser, et pour l'avenir empêcher les conséquences du fonctionnement de ce système. Cette crise est le produit des contradictions de la logique économique à l'oeuvre. On ne peut pas faire pression en permanence sur l'emploi, les salaires, toutes les formes de rémunération, y compris la protection sociale, et les dépenses publiques, sans, de l'autre côté, nourrir la croissance financière. Il y a bien une symétrie entre cette crise financière - déclenchée par les subprimes qui n'étaient qu'un moyen, du point de vue des prêteurs immobiliers, de contourner l'insuffisance du pouvoir d'achat des Américains - et, de l'autre côté, la crise sociale.

Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement tel ou tel comportement plus ou moins répréhensible, du point de vue du droit ou de la morale : c'est le modèle économique et financier de croissance mis en place il y a un peu plus de vingt ans, à partir des États-Unis, et qui était censé nous apporter, avec la fin de l'histoire, un développement continu. En réalité, ces deux dernières décennies ont été marquées par trois crises monétaires et financières successives. Chacune a justifié des mesures de réglementation, ce qui n'a pas empêché que la bulle spéculative se reconstitue à chaque fois sur la base de cette déflation salariale.

Ne pourriez-vous, malgré tout, partager la critique faite par le chef de l'État lorsqu'il dit : « On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur » ?

Jean-Christophe Le Duigou. J'y croirais volontiers si on remplaçait le « on » par une analyse des choix publics qui ont été faits ces dernières années et la désignation de leurs responsables. Quand on réduit les prélèvements fiscaux sur les ménages les plus aisés, quand on « aide » l'entreprise sans contrôle, quand on privatise l'ensemble des institutions financières, et quand on a un État qui, de plus en plus, se nourrit du produit de ces privatisations, il ne faut pas dire : « on » assiste à la financiarisation, mais « les gouvernements » ont contribué à ce que la bulle financière, qui explose maintenant, se développe.

Les responsabilités en la matière ne sont pas seulement franco-françaises...

Jean-Christophe Le Duigou. En effet. À l'échelon européen aussi, l'orientation est biaisée. Nous avons une politique européenne monétaire et financière qui ne discrimine pas entre usages utiles et inutiles de l'argent, mais qui renforce l'austérité salariale : l'indicateur fétiche de M. Trichet, président de la BCE, c'est le coût unitaire de la main-d'oeuvre dans la zone euro... Au niveau mondial, on déplore l'absence d'un système monétaire ordonné qui permettrait de répondre aux urgences du développement. Depuis que les accords de Bretton Woods se sont effondrés, que l'on a fait du dollar à la fois la monnaie d'un pays et la monnaie internationale de réserve, et que les mouvements de capitaux ont été libéralisés, la spéculation a pu jouer à plein. Au bout du compte, le crédit, qui est un peu le carburant de l'économie, a été monopolisé pour valoriser les actifs financiers, au lieu de servir le développement économique et social. C'est un problème à l'échelle du monde.

De tous les côtés, on entend dire, après des années de discours sur la « liberté du

marché », qu'il faut réhabiliter le rôle de l'État en matière économique...

Jean-Christophe Le Duigou. Qu'il faille une intervention publique, aucun économiste sérieux ne le niera. Après tout, le marché est quelque chose d'organisé par la puissance publique. La vraie question est de savoir à quoi sert l'intervention publique. Aujourd'hui, on la justifie pour éviter l'effondrement du système. L'intervention publique va certes contenir la crise, mais au prix d'une injection de liquidités et de fonds publics sans précédent. Il est clair que s'il n'y a pas un développement économique et social parallèle, ces masses financières fantastiques vont venir accroître de manière exceptionnelle la valeur des actifs. On aura un rebond de la croissance financière et on ira vers la quatrième crise, en 2012.

Le débat sur les solutions à la crise tourne beaucoup autour du besoin d'imposer de nouvelles règles aux banques...

Jean-Christophe Le Duigou. La régulation en soi ne résout pas les problèmes. On l'a vu lors des crises précédentes : après chaque crise, il y a eu un mouvement de régulation. On a simplement déplacé les comportements d'un secteur financier, où ils ne pouvaient plus se développer aussi librement, à un secteur dérégulé. Plus on réglementait un secteur, plus on apportait d'argent ailleurs. Là, on va peut-être réguler les hedge funds (fonds d'investissement à risque - NDLR)... La réglementation n'est pas inutile, mais elle ne peut marcher que si elle se combine avec des réponses aux questions du développement de l'économie réelle, des activités productives de biens et de services. D'où l'enjeu d'une régulation qui intègre ces préoccupations. Doit-on, par exemple, continuer à prêter de l'argent au même taux lorsqu'il est destiné à une opération purement financière et lorsqu'il est destiné à investir dans le développement de la production énergétique, de la construction automobile plus respectueuse de l'environnement, de la formation professionnelle, ou de l'emploi ? La sélectivité du crédit serait le moyen de réarticuler réglementation et développement de l'économie réelle.

Pour Nicolas Sarkozy et le gouvernement, la bonne réponse de fond à la crise serait d'« accélérer le rythme des réformes » engagées depuis 2007, en particulier de poursuivre la réduction du « coût du travail ». Et Mme Parisot, au nom du MEDEF, réclame à cor et à cri la baisse des prélèvements obligatoires des entreprises. Que leur répondez-vous ?

Jean-Christophe Le Duigou. Première observation : le coût unitaire du travail a été réduit de dix points en dix ans. L'industrie allemande nous taille des croupières en Europe et dans le monde sur la base d'un coût horaire de la main-d'oeuvre de 15 points supérieur à celui de la France. Là n'est donc pas la cause de la perte de compétitivité de notre pays. Deuxième constat : contrairement aux dires du président, augmenter les exonérations de cotisations sur le travail, c'est dévaloriser le travail. Et c'est ce qui s'est passé : nous souffrons d'une insuffisance d'emplois qualifiés. La compétitivité, dans l'essentiel des secteurs d'activité, ne porte pas sur ce fameux coût du travail, mais sur une série d'autres éléments : formation, qualification, recherche, organisation... Le président n'a rien dit sur le fait que les entreprises françaises sont, en Europe, parmi celles qui font un effort de recherche des plus réduits. Il n'a pas dit non plus que l'effort national de formation professionnelle n'a pas cessé de régresser durant ces douze dernières années.

En quoi une vraie « valorisation du travail », comme vous le réclamez, serait une réponse à la crise ?

Jean-Christophe Le Duigou. Pour l'écrasante majorité des PME, le seul débouché à leur activité, c'est le débouché interne. Et qu'est-ce que ce débouché interne sinon les salaires versés par les autres entreprises ? D'autre part, comment peut-on vouloir inciter le salarié à développer son implication dans le travail, sa formation, sa qualification, si on persiste dans la situation actuelle où nous avons 4 salariés sur 10 payés à moins de 1,33 SMIC ? Donc, du point de vue des débouchés comme du point de vue du développement des capacités humaines, la question des salaires est absolument incontournable. C'est pourquoi il faut aussi revoir les exonérations de cotisations qui contribuent à bloquer les salaires.

En même temps, il n'y a pas qu'un problème de demande. Il s'agit d'impulser une dynamique de développement économique. Pour cela, la CGT met trois éléments dans le débat. D'abord, la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle : il s'agit d'éviter que le salarié perde son emploi (ce qui ne signifie pas forcément maintenir les emplois tels qu'ils sont), de faire en sorte qu'il garde un niveau de rémunération, qu'il puisse accéder à la formation. Je propose qu'on l'expérimente dans le secteur de l'industrie où, si l'on ne fait rien, on risque de perdre des

centaines de milliers d'emplois dans les mois à venir. Avec la crise actuelle, les délocalisations d'activités, les fermetures vont en effet se multiplier.

Deuxièmement, nous demandons la mise sur pied d'une politique industrielle moderne, et pour cela, nous proposons de réunir une conférence nationale permanente, qui aiderait à faire des choix collectifs permettant d'avoir une vraie stratégie de développement. Il reste des outils d'intervention publique, il faut en reconstruire d'autres dans les domaines de la recherche, de la formation, de l'action territoriale, il faut rebâtir, redonner cohérence aux filières à partir de la maîtrise de « noeuds technologiques ».

Troisième idée : pour réorienter le financement, nous proposons de mettre en place un pôle financier public. Il y a des bases : la Caisse des dépôts, OSEO, qui est censé financer l'innovation et le développement des PME, La Banque postale...

Nous n'avons pas la prétention de faire un programme mais de montrer que cette crise majeure, dont on n'a pas encore mesuré toutes les conséquences, doit être l'occasion d'un réexamen de fond du fonctionnement du système économique. Il est impossible de se contenter d'un discours éthique sur les affaires : ce serait le meilleur moyen de préparer la quatrième crise.

Entretien réalisé par Yves Housson
